

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES EMPLOYÉS DES INSTITUTIONS DE
L'ENSEIGNEMENT LIBRE SUBVENTIONNÉ DE LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE
(SCP 225.01)**

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 28 NOVEMBRE 2018

instituant un fonds pour l'emploi et fixant ses statuts

Article 1^{er}

Par la présente convention collective de travail, la sous-commission paritaire pour les institutions *employés des* ~~subsidées~~ de l'enseignement libre de la Communauté flamande institue un fonds pour l'emploi, dont les statuts sont fixés en annexe. *subventionné*

Article 2

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des institutions ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les institutions *employés des* ~~subventionnées~~ de l'enseignement libre de la Communauté flamande. *subventionné*

Par "travailleurs", on entend le personnel employé, tant masculin que féminin

Article 3

La présente convention collective de travail prend effet à compter de sa signature et est conclue pour une durée indéterminée.

Article 4

Elle peut être dénoncée par chacune des parties au plus tard le 31 décembre de chaque année avec effet à partir du 1^{er} juillet de l'année suivante.

Ce préavis doit être notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Sous-commission paritaire pour les institutions subsidées de l'enseignement libre de la Communauté flamande. Le président transmet une copie de la dénonciation à chacune des parties signataires.

Annexe 1 – Statuts du fonds pour l'emploi

Chapitre 1^{er}. Dénomination et siège social

Article 1^{er}

À compter du 1^{er} septembre 2018, il est institué un fonds pour l'emploi dénommé "Sectoraal Tewerkstellingsfonds Voor de Gesubsidieerde inrichtingen van het Vrij Onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap" (Fonds sectoriel pour l'emploi pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre de la Communauté flamande), appelé ci-après "le fonds".

Le siège social et administratif du fonds est établi rue Guimard 1, 1040 Bruxelles. Ce fonds est créé pour une durée indéterminée.

Ce siège peut être transféré ailleurs par décision unanime du conseil d'administration du fonds, prévu à l'article 9. Dans ce cas, le conseil d'administration porte sa décision à la connaissance du président de la sous-commission paritaire.

Chapitre 2. Objectif

Article 2

Le fonds, institué par la présente convention collective de travail, assure le financement de mesures visant à améliorer les conditions de travail. À cette fin, le fonds reçoit et gère les sommes des moyens versés par l'autorité subsidiaire pour améliorer les conditions de travail du personnel employé.

Chapitre 3. Financement

Article 3

Les moyens financiers du fonds se composent des sommes versées par l'autorité subsidiaire pour améliorer les conditions de travail du personnel employé, à l'inclusion des rentes.

Chapitre 4. Conseil d'administration

Article 4

Le fonds est géré par un conseil d'administration composé paritairement de 4 représentants des organisations patronales et de 4 représentants des organisations syndicales siégeant au sein de la sous-commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre de la Communauté flamande. On désigne autant de suppléants que de membres effectifs.

Article 5

Les membres du conseil d'administration sont désignés pour une période de 4 ans.

Le mandat de membre du conseil d'administration prend fin à la suite de la démission ou du décès du membre ou si l'organisation qui a proposé le membre demande son remplacement ou si l'intéressé ne fait plus partie de l'organisation qui l'a proposé. Dans ce cas, le nouveau membre achève le mandat de son prédécesseur. Les mandats des membres du conseil d'administration sont renouvelables. Si un mandat ne doit pas être modifié, il est renouvelé tacitement pour une période de quatre ans.

Article 6

Les membres du conseil d'administration ne contractent pas personnellement les obligations prises par le fonds.

Leur responsabilité se limite à l'exécution de leur mandat.

Article 7

Le conseil d'administration choisit, tous les quatre ans parmi ses membres, un président provenant de la délégation des travailleurs et un vice-président provenant de la délégation patronale.

Ces mandats peuvent être reconduits tacitement.

Article 8

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du fonds. Au cours du mois de novembre de chaque année, le conseil d'administration transmet à la sous-commission paritaire et à l'autorité subsidiaire un rapport écrit relatif à l'accomplissement de ses missions.

Article 9

Le conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an. Le conseil se réunit soit sur convocation du président agissant d'office, soit à la demande d'au moins une moitié de ses membres, soit à la demande d'une des organisations représentées en son sein.

Les convocations mentionnent l'ordre du jour.

Le procès-verbal de la réunion est rédigé par le secrétaire désigné par le conseil d'administration et est signé par la personne qui a présidé la séance.

Les extraits des procès-verbaux sont signés par le président et le vice-président.

Article 10

Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si au moins la moitié des membres de la délégation des travailleurs et la moitié des membres de la délégation des employeurs sont présentes.

Article 11

Sauf dispositions contraires dans le règlement d'ordre intérieur établi par le conseil d'administration et approuvé à l'unanimité, les décisions sont prises à l'unanimité des voix.

Chapitre 5. Secrétariat

Article 12

Un secrétaire rémunéré, siégeant rue Guimard 1, 1040 Bruxelles, assure le fonctionnement quotidien du secrétariat du fonds.

Article 13

Le fonds conclut un contrat de gestion avec Katholiek Onderwijs Vlaanderen en ce qui concerne le fonctionnement du secrétariat du fonds.

Chapitre 6. Contrôle

Article 14

Un commissaire désigné par l'autorité subsidiaire peut contrôler la gestion du fonds.

Chapitre 7. Bilan et comptes

Article 15

Le 31 décembre de chaque année, le bilan et les comptes de l'exercice écoulé sont clôturés et, ce, pour la première fois le 31 décembre 2018.

Chapitre 8. Dissolution et liquidation

Article 16

La dissolution du fonds peut uniquement être prononcée selon les modalités fixées à l'article 1^{er} de la présente convention collective de travail ou en vertu d'une décision unanime de la sous-commission paritaire pour les institutions subsidiaires de l'enseignement libre de la Communauté flamande.

Article 17

La liquidation du fonds ne peut se faire qu'à l'unanimité des voix au sein de la sous-commission paritaire pour les institutions subsidiaires de l'enseignement libre de la Communauté flamande.

La sous-commission paritaire désigne les liquidateurs parmi les membres du conseil d'administration et fixe leurs compétences et rémunérations.

Après acquittement du passif, la sous-commission paritaire décide de l'affectation des biens et valeurs du fonds.

**PARITAIR SUBCOMITÉ VOOR DE BEDIENDEN VAN DE INRICHTINGEN VAN HET
GESUBSIDIEERD VRIJ ONDERWIJS VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP (PSC
225.01)**

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 28 NOVEMBER 2018

**betreffende de oprichting van een tewerkstellingsfonds en tot vaststelling
van zijn statuten**

gesubsidieerd
Artikel 1

Bedienden van
Bij deze collectieve arbeidsovereenkomst richt het Paritair Subcomité voor de ~~gesubsidieerde~~ inrichtingen van het vrij onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap een tewerkstellingsfonds op, waarvan de statuten in bijlage worden vastgesteld.

Artikel 2

Bedienden van
Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers van de inrichtingen die ressorteren onder het paritair subcomité voor de ~~gesubsidieerde~~ inrichtingen van het vrij onderwijs van de Vlaamse gemeenschap. *gesubsidieerd*

Onder werknemers verstaat men zowel de mannelijke als vrouwelijke bedienden.

Artikel 3

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking vanaf ondertekening en is gesloten voor onbepaalde duur.

Artikel 4

Zij kan door elk van de partijen worden opgezegd ten laatste op 31 december van ieder jaar met uitwerking vanaf 1 juli van het daaropvolgende jaar.

De opzegging dient betekend te worden bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs van de Vlaamse gemeenschap. De voorzitter laat een kopie van de opzegging aan iedere ondertekenende partij geworden.

Bijlage 1 – Statuten Tewerkstellingsfonds

Hoofdstuk 1. Benaming en maatschappelijke zetel

Artikel 1

Met ingang van 1 september 2018 wordt een tewerkstellingsfonds opgericht genaamd "Sectoraal Tewerkstellingsfonds Voor de Gesubsidieerde inrichtingen van het Vrij Onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap" hierna "het Fonds" genoemd.

De maatschappelijke en administratieve zetel van het Fonds is gevestigd in de Guimardstraat 1, 1040 Brussel. Dit Fonds wordt opgericht voor onbepaalde duur.

Deze zetel kan bij unanieme beslissing van de raad van beheer van het Fonds, voorzien bij artikel 9, elders worden overgeplaatst. De raad van beheer stelt in dat geval de voorzitter van het paritair subcomité in kennis van haar beslissing.

Hoofdstuk 2. Doel

Artikel 2

Het Fonds, opgericht door deze collectieve arbeidsovereenkomst, verzekert de financiering van maatregelen ter verbetering van de arbeidsomstandigheden. Hiertoe ontvangt en beheert het Fonds de sommen van door de subsidiërende overheid gestorte middelen voor de verbetering van de arbeidsomstandigheden van het bediendenpersoneel.

Hoofdstuk 3. Financiering

Artikel 3

De geldmiddelen van het Fonds bestaan uit de sommen van door de subsidiërende overheid gestorte middelen voor de verbetering van de arbeidsomstandigheden van het bediendenpersoneel, met inbegrip van de renten.

Hoofdstuk 4. Raad van beheer

Artikel 4

Het Fonds wordt beheerd door een paritair samengestelde raad van beheer die is samengesteld uit 4 vertegenwoordigers van de werkgeversorganisaties en uit 4 van de werknemersorganisaties, vertegenwoordigd in het Paritair subcomité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs (Vlaamse gemeenschap). Er worden evenveel plaatsvervangers aangesteld als effectieve vertegenwoordigers.

Artikel 5

De leden van de raad van beheer worden aangesteld voor een periode van 4 jaar.

Het mandaat van lid van de raad van beheer vervalt door het ontslag of door overlijden of wanneer de organisatie die het lid heeft voorgedragen om zijn vervanging verzoekt of wanneer de betrokkene geen deel meer uitmaakt van de organisatie die hem voorgedragen heeft. Het nieuw lid voltooit in dat geval het mandaat van zijn voorganger. De mandaten van de leden van de raad van beheer zijn vernieuwbaar. Indien een mandaat niet gewijzigd dient te worden, wordt het stilzwijgend hernieuwd voor een periode van vier jaar.

Artikel 6

De leden van de raad van beheer verbinden zich niet persoonlijk tot de verbintenissen aangaan door het Fonds.

Hun verantwoordelijkheid beperkt zich tot de uitvoering van hun mandaat.

Artikel 7

De raad van beheer kiest, onder zijn leden, om de vier jaar een voorzitter uit de werknemersafvaardiging en een ondervoorzitter uit de werkgeversafvaardiging.

Deze mandaten kunnen stilzwijgend worden verlengd.

Artikel 8

De raad van beheer beschikt over de meest uitgebreide bevoegdheden voor het beheer en de administratie van het Fonds. Tijdens de maand november van elk jaar maakt de raad van beheer een schriftelijk verslag over aan het paritair subcomité en aan de subsidiërende overheid over de vervulling van zijn opdrachten.

Artikel 9

De raad van beheer vergadert minstens tweemaal per jaar. De raad vergadert hetzij op uitnodiging van de voorzitter ambtshalve handelend, hetzij op vraag van ten minste de helft van zijn leden, hetzij op vraag van één der in zijn schoot vertegenwoordigde organisaties.

De uitnodigingen bevatten de dagorde.

De notulen van de vergadering worden opgemaakt door de secretaris aangeduid door de raad van beheer en ondertekend door degene die de vergadering heeft voorgezeten.

Uittreksels uit deze notulen worden door de voorzitter en de ondervoorzitter ondertekend.

Artikel 10

De raad van beheer kan slechts geldig vergaderen en beslissen indien minstens de helft van de leden van de werknemersafvaardiging en de helft van de leden van de werkgeversafvaardiging aanwezig is.

Artikel 11

Behoudens andersluidende bepalingen in het huishoudelijk reglement opgesteld door de raad van beheer en goedgekeurd bij unanimiteit, worden de beslissingen getroffen bij eenparigheid van stemmen.

Hoofdstuk 5. Secretariaat

Artikel 12

Een bezoldigde secretaris, met zetel te Guimardstraat 1, 1040 Brussel behartigt de dagelijkse werking van het secretariaat van het Fonds.

Artikel 13

Het Fonds sluit een beheersovereenkomst af met het Katholiek Onderwijs Vlaanderen inzake de werking van het secretariaat van het Fonds.

Hoofdstuk 6. Controle

Artikel 14

Een door de subsidiërende overheid aangestelde commissaris kan controle uitvoeren over het beheer van het Fonds

Hoofdstuk 7. Balans en rekeningen

Artikel 15

Elk jaar worden op 31 december de balans en de rekeningen van het verlopen dienstjaar afgesloten en een eerste maal op 31 december 2018.

Hoofdstuk 8. Ontbinding en vereffening

Artikel 16

Het Fonds kan enkel ontbonden worden volgens de modaliteiten bepaald bij artikel 1 van deze collectieve arbeidsovereenkomst of krachtens een eenparige beslissing van het paritair subcomité voor de ~~gesubsidieerde~~ inrichtingen van het vrij onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap.

Artikel 17

De vereffening van het Fonds kan enkel gebeuren bij eenparigheid van stemmen binnen het Paritair subcomité voor de ~~gesubsidieerde~~ inrichtingen van het vrij onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap.

Het Paritair subcomité duidt de vereffenaars aan onder de leden van de raad van beheer van het Fonds en bepaalt hun bevoegdheden en bezoldigingen.

Na de betaling van het passief bepaalt het Paritair subcomité de bestemming van de goederen en de waarden van het Fonds.